

505 L 11762/6

8331

(1938, 11)

Aménagement de l'immeuble occupé, rue de Suffren, par le Service des Approvisionnements.-

Aménagement de l'immeuble occupé, rue de Suffren,  
par le Service des Approvisionnements.-

	C.D. 22. 3.38	67	XI b (2°)
Lettre SNCF au MTP	26. 4.44		
Dépêche du MTP à la SNCF	16. 8.44		



## Direction des Chemins de fer

## Service Technique

3<sup>e</sup> Bureau

## Affaires générales

Service des Approvisionnements,  
commandes et marchés.

Aménagement des immeubles  
situés 100 et 102 Avenue de  
Suffren à Paris.

## Projet rectificatif

A.G. 38-10

Vous m'avez présenté, le 26 avril 1944, un projet rectificatif relatif à l'aménagement des immeubles situés 100 et 102 Avenue de Suffren à Paris.

Une décision ministérielle du 16 mai 1938 a approuvé un projet d'aménagement dudit immeuble en vue de l'installation du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés.

Le projet rectificatif susvisé a pour but de régulariser les modifications apportées en cours d'exécution au projet initial, ainsi qu'un dépassement de 3.009.760 f. sur les dépenses prévues.

Ce dépassement provient, d'une part, de la hausse des prix entre l'époque du projet (début 1938) et la fin de la période d'exécution (juillet 1939), d'autre part des insuffisances de prévisions et des modifications suivantes aux dispositions primitivement approuvées :

-création au rez-de-chaussée de 3 groupes de locaux avec salles de conférence, bureaux individuels, archives, réfectoires, cuisine, W.C. et vestiaires;

-compartimentage du 1<sup>er</sup> étage en un plus grand nombre de petits bureaux, avec vestiaires, W.C., salle d'attente et salles pour service médical;

-création de passerelles fermées aux 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages, aménagées avec bureaux supplémentaires, reliant l'immeuble côté Avenue de Suffren à l'immeuble côté rue du Laos;

-renforcement du chauffage central, de l'éclairage électrique et des installations téléphoniques comme conséquence de l'augmentation du nombre des bureaux;

-installation d'un ascenseur pour améliorer le service.

Les dispositions réalisées sont détaillées dans la notice

explicative et sur les plans joints au dossier. Elles permettent l'installation complète du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés de la S.N.C.F. et de quelques services annexes, notamment la Division de l'Energie Electrique.

Après examen par les Services Techniques et de la Main d'oeuvre de la Direction des Chemins de fer, j'appelle à nouveau votre attention sur la nécessité de ne présenter les projets qu'après une étude approfondie aux points de vue technique et financier, de manière à éviter des régularisations qui mettent nos Services en présence du fait accompli. En la circonstance, il apparaît que le projet primitif, qui a dû être profondément modifié en cours d'exécution, n'avait pas été suffisamment étudié; d'autre part, en vertu des prescriptions de la circulaire ministérielle du 27 décembre 1937, c'est à l'époque où cette insuffisance a été constatée qu'un projet rectificatif aurait dû être présenté. J'insiste de façon pressante pour qu'à l'avenir il soit tenu compte de cette prescription.

Cette observation présentée, j'approuve le projet rectificatif soumis à mon approbation du 26 avril 1944. En conséquence, les estimations de la décision précitée du 16 mai 1938 sont remplacées par les suivantes :

I- Compte de premier établissement.

Débit - Dépenses de travaux complémentaires proprement dits, évaluées en principal à..... 6.411.000<sup>f</sup>

Crédit- Valeur primitive des installations et du matériel supprimés, évaluée en principal à.... 76.240<sup>f</sup>

II- Fonds de renouvellement

Débit- Valeur primitive des installations et du matériel supprimés, évaluée en principal à..... 76.240<sup>f</sup>

La décision ministérielle du 16 mai 1938 est rapportée en ce qu'elle a de contraire à la présente décision.

P. le Secrétaire d'Etat  
et par autorisation  
Le Directeur des Chemins de Fer  
Signé: MORANE.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 26 avril 1944

-----  
PARIS  
-----

C O P I E

Aménagement des immeubles de  
l'avenue de Suffren  
(Projet rectificatif)

D. 3361/0

Monsieur le Ministre,

Veg 91 332-2  
110

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre approbation en deux exemplaires un projet rectificatif concernant l'aménagement des immeubles, situés 100 et 102 avenue de Suffren, à Paris.

Le présent projet a pour objet de régulariser un dépassement de dépenses de 3.009.760 fr (par rapport à la prévision correspondante, 3.401.240 fr du projet primitif), dû à la hausse

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.-



des prix entre l'étude du projet et son exécution ainsi qu'à diverses adjonctions et modifications apportées au cours de l'exécution des travaux.

Je vous serais obligé de vouloir bien, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

22 Mars 1938

Question XI. Questions diverses

G. J. comt

b) Immeuble de l'Avenue de Suffren -

Le Comité approuve les propositions qui lui sont présentées pour l'aménagement de cet immeuble affecté au Service des Commandes et Approvisionnements, et qui comportent une dépense de 3.400.000 fr.

Sténographie et corrigée

M. SURLÉAU. - Il s'agit de l'installation des locaux nécessaires au Service des Approvisionnements. L'immeuble de l'avenue de Suffren ne peut recevoir que quelques centaines d'agents or il faudrait pouvoir y installer au moins 900 agents. Le chiffre actuel des agents affectés au Service des Approvisionnements dans les réseaux est de 1300. Nous espérons, en concentrant les services, pouvoir ramener ce chiffre à 900. Nous avons cherché d'autres locaux parce que les agents sont assez rebelles à l'idée de se rendre dans un quartier aussi éloigné. Mais ils ont fini par accepter pour la plupart. Il faudrait faire des planchers supplémentaires et construire deux étages ; c'est un ancien bâtiment qui servait de tennis couvert: ossature en béton armé avec de grandes salles. La dépense totale est de l'ordre de 3.400.000 frs. On ferait cette installation en plusieurs étapes de manière à pouvoir loger les agents le plus vite possible.

Nous aurions pu acheter pour 10 ou 12 M. des immeubles dans le quartier; mais il aurait également fallu faire des travaux importants.

M. ARON. - Où travaillent ces employés qui ne sont pas encore installés rue de Suffren ?

M. BUREAU.— Ils travaillent dans les gares de Paris :  
St-Lazare, Est, Nord, P.L.M. etc...

M. LE PRESIDENT.— Vous êtes d'accord ? La proposition  
est adoptée.